Analyse trimestrielle des risques pays

Par John Bitzan
Analyste des risques politiques

Les dix principaux risques

Le résultat du vote du Brexit et de l'élection présidentielle américaine a ébranlé les entreprises partout sur la planète. Depuis, les marchés ont repris du mieux et généralement progressé. Pour preuve : le Dow Jones a atteint des sommets historiques, et le FTSE 100 à Londres a largement dépassé les niveaux d'avant le Brexit. Des prévisions teintées d'optimisme sont-elles justifiées? Pour notre part, nous tablons sur une accélération de la croissance mondiale en 2017. Toutefois, nous redoutons que l'emballement sur les marchés boursiers voile un contexte politique difficile. Notre palmarès des dix principaux risques pays met en évidence les sources de volatilité pouvant influer sur les entreprises canadiennes.

Risque n^{o} 1 : l'Amérique forteresse – Ce scénario suppose le risque d'un litige commercial entre les États-Unis et la Chine ou encore le Mexique. Il suppose aussi l'imposition d'une taxe à la frontière qui pénaliserait les exportateurs actifs sur le marché américain. Dans la forme extrême de ce scénario, les États-Unis tenteraient de renégocier de façon importante certaines parties de l'ALENA – et pas seulement d'y apporter des modifications mineures. Cette issue est peu probable, mais elle aurait des conséquences considérables.

Risque n^{o} 2 : la mondialisation du protectionnisme – Ce scénario, qui occupait le neuvième rang de notre palmarès en 2016, se fonde sur la propagation de la mentalité de « l'État forteresse ». En pareil cas, les pays réduiraient les efforts investis dans les négociations commerciales et érigeraient des barrières tarifaires et non tarifaires. Comme notre commerce extérieur contribue à près des deux tiers du PIB, le Canada serait en situation de vulnérabilité.

Risque n^{o} 3 : le défaut quasi souverain – Mis à part les risques liés aux restrictions commerciales, les conditions financières dans certains pays sont aussi susceptibles de poser des défis. Des conditions de crédit accommodantes ont permis à des sociétés publiques des marchés émergents d'accumuler des niveaux élevés de dette extérieure au cours des dernières années. Advenant une hausse des taux, ces sociétés pourraient se trouver en situation de défaut et être incapables de payer les sommes dues aux entreprises canadiennes et à d'autres fournisseurs.

Risque n^{o} 4 : la bulle du crédit en Chine – Le risque présenté par des déséquilibres en Chine constitue un autre risque financier impliquant des sociétés publiques. Le secteur bancaire chinois est fortement exposé au bilan de sociétés publiques surendettées. Ce n'est pas notre scénario de référence, mais l'éclatement d'une crise financière causée par des créances irrécouvrables entraînerait un ralentissement généralisé de l'économie et plomberait la demande envers les produits de base canadiens.

Risque n^{o} 5 : la bombe de la dette japonaise – La dette publique du Japon avoisine les 250 % du PIB – un niveau insoutenable. Toute augmentation soudaine des coûts d'emprunt du gouvernement déclencherait une véritable crise financière et budgétaire. Le Japon étant la troisième économie de la planète – et une destination privilégiée des exportations canadiennes –, cette crise serait ressentie au Canada et ailleurs dans le monde.

Risque n^{o} 6 : l'effondrement de la zone euro – Les Européens sont de plus en plus sceptiques à l'égard des gouvernements centristes traditionnels. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le soutien grandissant récolté par les partis populistes. Toute victoire par un parti radical dans une élection à venir – aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et possiblement en Italie – menacerait probablement l'unité politique et la viabilité financière de la zone euro, et mettrait en péril les gains que le Canada espère tirer de l'Accord économique et commercial global (l'AECG) conclu avec l'Union européenne – un accord tout à fait historique.

Risque n^{o} 7 : le terrorisme 2.0 – La propagation du terrorisme est un autre facteur susceptible de saper la confiance envers le dynamisme économique. Les acteurs non étatiques, comme Daech, feront sans doute de plus en plus appel à des moyens technologiques sophistiqués comme des drones et des attaques informatiques pour semer la peur.

Risque n^{o} 8 : la crise de la dette souveraine en Europe – Le risque d'éclatement d'une crise de la dette souveraine fait de

Ces rapports, qui compilent des renseignements publics, ne visent pas à fournir des conseils précis, et les lecteurs ne doivent pas les considérer comme une source sûre. Aucune mesure ou décision ne doit être prise sans la tenue de recherches indépendantes et l'obtention de conseils professionnels. Bien qu'EDC fasse des efforts raisonnables pour s'assurer que les renseignements contenus dans ces rapports sont exacts au moment où ils sont versés sur son site Web, elle n'en déclare ni n'en confirme ni l'exactitude, ni l'actualité, ni l'intégralité. Elle se dégage de toute responsabilité à l'égard des pertes ou des dommages pouvant résulter de leur inexactitude ou des erreurs ou omissions qu'ils peuvent contenir.

nouveau partie du paysage économique. Ce risque se décline de deux façons : tout d'abord, le risque d'un défaut de la Grèce causé par de nouveaux différends entre le pays et ses créanciers internationaux; ensuite, le risque conjoncturel dans l'éventualité d'une victoire de Marine Le Pen, leader du Front national, à l'élection présidentielle française – ce qui pourrait aboutir à l'abandon de l'euro par la France. Les répercussions pour les exportateurs canadiens s'apparenteraient à celles d'un effondrement de la zone euro.

Risque n^{o} 9 : la crise bancaire italienne – La crise bancaire italienne s'impose comme l'un des problèmes les plus urgents. Si ce problème n'est pas efficacement réglé, l'imposant fardeau des créances irrécouvrables pesant sur le système bancaire italien pourrait mettre en danger les banques italiennes et d'autres secteurs bancaires européens en difficulté. Les exportateurs canadiens en ressentiraient les effets en raison de la morosité de leurs perspectives sur le marché européen.

Risque n^{o} 10 : les guerres entre États – Ce risque termine notre palmarès. Même s'il a peu de chance de se concrétiser, ce risque soulèverait une véritable onde de choc sur l'économie mondiale. Il s'agirait, par exemple, d'une confrontation dans la mer de la Chine méridionale, dans la péninsule coréenne ou en Europe de l'Est. Le Canada en subirait les effets sous la forme d'un déclin général de la confiance dans l'économie, ce qui pénaliserait la demande mondiale envers nos exportations.

Conclusion? Par rapport à l'histoire récente, l'évolution de la conjoncture politique dans certains pays a une influence plus marquée sur les risques économiques. Les exportateurs devraient donc tenir compte du désenchantement grandissant à l'égard du libre-échange et des économies ouvertes. L'*Analyse trimestrielle des risques pays* continuera d'examiner les risques politiques et économiques afin que les entreprises canadiennes puissent se préparer à composer avec cet environnement exposé aux turbulences.

Ces rapports, qui compilent des renseignements publics, ne visent pas à fournir des conseils précis, et les lecteurs ne doivent pas les considérer comme une source sûre. Aucune mesure ou décision ne doit être prise sans la tenue de recherches indépendantes et l'obtention de conseils professionnels. Bien qu'EDC fasse des efforts raisonnables pour s'assurer que les renseignements contenus dans ces rapports sont exacts au moment où ils sont versés sur son site Web, elle n'en déclare ni n'en confirme ni l'exactitude, ni l'actualité, ni l'intégralité. Elle se dégage de toute responsabilité à l'égard des pertes ou des dommages pouvant résulter de leur inexactitude ou des erreurs ou omissions qu'ils peuvent contenir.

Dix principaux risques économiques

Risques	Rang
Guerres entre États (y compris une véritable guerre informatique)	10
Crise bancaire italienne	9
Crise de la dette souveraine en Europe	8
Terrorisme 2.0	7
Effondrement de l'UE	6
Bombe de la dette au Japon	5
Bulle du crédit en Chine	4
Défaut quasi souverain	3
Mondialisation du protectionnisme (y compris les guerres commerciales)	2
L'Amérique forteresse (taxes à la frontière, ALENA, PTP, litige commercial avec la Chine, etc.)	1